

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Retour-sur-les-mobilisations-recentes-contre-l>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Non à l'EPR de Flamanville > Actualités de campagne > **Retour sur les mobilisations récentes contre l'EPR**

26 juin 2017

Retour sur les mobilisations récentes contre l'EPR

Compte rendu de l'action SDN Berry-Giennois-Puisaye devant la division ASN d'Orléans



Bonjour !

Petit bilan du rassemblement devant l'ASN, division d'Orléans, le vendredi 23 juin, 3 jours avant la réunion du comité permanent d'experts sur l'EPR de Flamanville. Au plus fort du rassemblement, (après le départ de la République du Centre et de France 3 Centre), Nous étions 25 pour remettre [notre lettre ouverte](#) à l'ASN.

Messieurs Boquel, chef de la division régionale et Ron, un de ses adjoints, nous ont rejoint et nous avons pu leur faire une lecture à haute voix de la lettre ouverte. Cette lettre, signée par 10 associations différentes, est en pièce jointe. La délégation était constituée de représentants de SDN Berry-Giennois-Puisaye, SDN Touraine, SDN 41, SDN 72, Réseau Fukussenheim et de "simples citoyens". Les responsables de l'ASN ont pris note de nos demandes et nous adresseront une réponse écrite. Nous avons eu un (très) court reportage de FR3 Centre et un [petit article dans la République du Centre](#).





Action Coordination antinucléaire Ile-de-France devant le siège d'EDF le 23 juin :



Contenu du tract distribué aux salariés d'EDF

Salarié(e)s de l'entreprise EDF, nous avons besoin de vous !

Par choix ou par nécessité, vous travaillez dans l'entreprise qui, à la fin des années 1970, a mis en œuvre le programme de construction de 58 réacteurs nucléaires décidé autoritairement par le gouvernement de l'époque. De ce choix soutenu par tous les gouvernements successifs, et qui fait que nous consommons désormais une électricité à 75 % d'origine nucléaire, nous n'aurions donc aucune raison de nous plaindre, puisque, nous assure EDF (enfin... vos dirigeants, mais aussi vos syndicats, mais aussi vous peut-être...), il n'y a aucun risque. Tchernobyl en 1986 ? C'était la faute du communisme. Fukushima en 2011 ? La faute du tsunami... Ici en France, nos ingénieurs et techniciens assurent notre sûreté pour l'éternité.

Pourtant, vous le savez, les choses ont changé depuis quelque temps. L'énergie nucléaire est désormais économiquement condamnée et, pour cette raison, en voie d'abandon par plusieurs autres pays qui l'avaient eux aussi adoptée. L'entreprise EDF, en réalité, ne survit plus que grâce au renflouement de l'Etat, donc à nos impôts. Et notre facture d'électricité ne pourra qu'augmenter sérieusement quand il faudra finalement y intégrer les coûts immenses du démantèlement et de la gestion des déchets pour des centaines de milliers d'années.

Et puis comment croire encore à la fameuse sûreté nucléaire française ? Les multiples "incidents" qui ont émaillé quarante ans d'exploitation ont beau avoir été tus ou minorés, ils commencent à se savoir. La prolongation de la vie de réacteurs vieillissants... au prix de 100

milliards supplémentaires de "grand carénage", nous est imposée pour des raisons de "rentabilité" ! Et puis voilà que l'on découvre que les cuves et les générateurs de vapeur produits au Creusot, présents dans bon nombre des réacteurs français, présentent des défauts de fabrication — masqués pendant des années au moyen de falsifications !...

Le nucléaire est en faillite, techniquement et financièrement, et ce n'est pas l'EPR avec le Mox qui l'en sauvera, comme veulent à tout prix le croire, et le faire croire, vos dirigeants. Même l'ancien directeur financier l'avait compris, avant de donner sa démission. Ces capitaines fanatiques qui guident le bateau dans lequel vous êtes embarqués (et nous avec), face à la tempête, préfèrent parier qu'ils passeront entre les écueils plutôt que laisser le bateau au port. Ils mettent tout en œuvre aujourd'hui afin d'obtenir l'homologation de la cuve défectueuse de l'EPR de Flamanville, dont la rupture serait synonyme de catastrophe nucléaire.

Et vous devriez les laisser faire ? Pour sauvegarder vos emplois ? votre statut ? Mais ni l'emploi, ni le statut salarial, ni le service public ne sont attachés au nucléaire ! D'autres sources de production d'électricité, plus souples, moins chères et infiniment moins dangereuses, peuvent créer des emplois plus sûrs, plus satisfaisants, et en plus grand nombre.

Dans quelques semaines ou quelques mois, l'Autorité de sûreté nucléaire risque fort de donner son accord à la poursuite du programme EPR, en homologuant la cuve de Flamanville avec tous ses défauts. Un "oui" à EDF et Areva serait lourd de conséquences pour les travailleurs, la population, l'économie et le territoire français. Vous, salarié(e)s d'EDF, vous pouvez agir pour l'en dissuader.

Le nucléaire nous a été imposé, parfois violemment, mais nous pouvons lui imposer une fin, dans des conditions décentes. Attendre la catastrophe pour le faire dans de terribles conditions d'urgence serait un non-sens et un crime.

La coordination antinucléaire d'Ile-de-France

26 juin 2017 : Remise de la pétition à l'ASN : ne validez pas la cuve défectueuse de l'EPR !



Dépêche AFP :

Un groupe d'experts a débuté lundi au siège de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) près de Paris

une réunion de deux jours à l'issue de laquelle il doit donner un avis sur l'état de la cuve de l'EPR de Flamanville.

Une poignée de militants anti-nucléaires, opposés à l'homologation de cette cuve sur laquelle des anomalies ont été détectées, étaient rassemblés vers 08h45 devant l'ASN à Montrouge (Hauts-de-Seine), a constaté une journaliste de l'AFP. "Areva n'a pas forgé cette cuve selon les règles de l'art, il serait grotesque et scandaleux qu'on essaye de démontrer que ça passe quand même", a expliqué Charlotte Mijeon, porte-parole du Réseau sortir du nucléaire.

Areva avait détecté fin 2014 une concentration excessive en carbone dans l'acier du fond et du couvercle de la cuve de l'EPR de Flamanville (Manche) ce qui pourrait potentiellement la rendre moins résistante, alors qu'elle est une pièce essentielle, deuxième barrière contre la radioactivité dans un réacteur. Depuis, des tests sont en cours pour vérifier que, malgré cette anomalie, la cuve présentera bien les garanties de sûreté lors du fonctionnement du réacteur.

Le groupe permanent d'experts pour les équipements sous pression nucléaire (GP-ESPN) doit rendre son avis d'ici mardi sur la base notamment d'un rapport technique de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) analysant ces tests. S'ils estimaient que la cuve peut fonctionner, ils pourraient toutefois recommander des mesures compensatoires comme le remplacement du seul couvercle, un fonctionnement sous une surveillance accrue ou à une puissance réduite par rapport aux capacités du réacteur.

L'ASN elle-même rendra alors dans les jours qui suivent une proposition d'avis concernant la cuve, avant un avis définitif à l'automne après une procédure de consultation du public. Cette décision sera capitale pour qu'EDF puisse démarrer le réacteur comme prévu d'ici la fin 2018, mais aussi pour Areva, dont la recapitalisation prévue cette année est subordonnée à un avis positif de l'ASN.

"Ce serait scandaleux de faire primer les avantages à court terme des industriels sur les principes de sûreté de base et donc sur la sécurité de la population", s'est insurgée Charlotte Mijeon. Les militants ont remis une pétition, signée par près de 35 000 personnes, dans laquelle ils réclament que la cuve de l'EPR de Flamanville ne soit pas homologuée.